

20210601 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/32656/paris-dans-le-jardin-villemin-la-solidarite-s-organise-autour-de-300-migrants>

[Actualités](#)



Environ 300 migrants dorment au jardin Villemin, dans Paris, depuis dimanche 30 mai. Crédit : Solidarité migrants Wilson

Paris : dans le jardin Villemin, la solidarité s'organise autour de 300 migrants

Par [Leslie Carretero](#) Publié le : 01/06/2021

Les quelque 300 migrants qui occupent depuis dimanche le jardin Villemin, dans le 10^e arrondissement de Paris, peuvent compter sur un important élan de solidarité des associations et des riverains. Tous espèrent une prise en charge rapide des autorités, synonyme d'un hébergement d'urgence et d'un peu de répit dans leur quotidien précaire.

En ce premier jour de juin, le jardin Villemin, situé près de la gare de l'Est à Paris, se réveille sous le soleil. D'ordinaire peu fréquentées en début de matinée, les pelouses du parc sont déjà occupées par des centaines de personnes.

Blottis sous des couvertures grises, les corps éreintés par une nouvelle nuit dehors émergent doucement. "Je suis ici car je veux juste un toit au-dessus de ma tête", glisse Kami. Depuis son arrivée en France en 2019, ce Somalien de 29 ans n'a connu que la rue.



Les exilés dorment sur la pelouse en petits groupes. Crédit : InfoMigrants

Comme lui, ils sont quelque [300 migrants à avoir investi les lieux deux jours plus tôt, épaulés par le collectif Réquisitions](#), qui regroupe plusieurs associations dont le Droit au logement (DAL), Utopia 56 ou encore Solidarité migrants Wilson (SMW). Tous s'étaient rassemblés place de la République dimanche 30 mai avec l'espoir de pouvoir bénéficier d'un hébergement décent.

Si près de 500 personnes - dont la moitié de familles - ont été prises en charge par l'État, environ 700 n'ont pas eu cette chance. La moitié est retournée vivre dans des campements du nord de Paris. Le reste, pour la plupart originaire d'Afrique de l'Est et d'Afghanistan, occupe le jardin Villemin, dans le 10^e arrondissement de la capitale.

"Sans les associations, je ne pourrais pas me nourrir"

C'est leur deuxième réveil en plein cœur de Paris, et chacun semble encore prendre ses marques dans ce campement installé à la hâte.

Au milieu du jardin, des associatifs débudent les distributions de petits-déjeuners, avant celles des repas du midi et du soir.

"En arrivant dimanche, les exilés n'ont rien eu à manger, car nous n'avions pas prévu qu'autant de personnes resteraient à la rue", explique Philippe Caro de SMW. Les humanitaires ont alors lancé des appels aux dons sur les réseaux sociaux et via leurs contacts.

Dès lors, une impressionnante chaîne de solidarité s'est constituée. "Plusieurs associations nous ont offert leur aide, comme l'Armée du salut ou les Restos du cœur", précise le militant. À ces grosses structures, s'ajoutent des plus petites comme une association basée dans les Yvelines, l'Équipe de l'espoir, qui va également fournir des denrées alimentaires. Des habitants et des restaurateurs du quartier passent aussi dans la journée apporter des vivres.



Les associations distribuent des repas trois fois par jour. Crédit : InfoMigrants

"Une chose est sûre, tout le monde mange à sa faim", se réjouit Philippe Caro, qui jongle entre la gestion des denrées et les appels des associations solidaires.

Une source de stress en moins pour ces migrants qui manquent de tout. "Sans les bénévoles, je ne pourrais pas me nourrir et je serais affamé", confie Mohammad, un Tchadien de 24 ans, en France depuis six mois.

Si la distribution de la nourriture est assurée, l'accès à l'hygiène reste en revanche plus problématique. Seules deux toilettes sont disponibles pour les 300 migrants du parc. Les associations ont demandé d'en ajouter de nouvelles, mais elles ont essuyé un refus catégorique de l'État, inquiet de voir ce campement s'installer dans la durée.

Pour parer au plus urgent, des kits d'hygiène contenant du dentifrice, des brosses à dents, des masques, du gel hydroalcoolique ou encore du savon sont distribués aux exilés. Les quelques fontaines du parc permettent une toilette rudimentaire.



Des kits d'hygiène sont distribués aux migrants. Crédit : InfoMigrants

Des négociations difficiles avec les autorités

Habituées à ce genre d'occupation, les associations ont rapidement assuré la logistique malgré l'urgence de la situation. Mais pour combien de temps ? Les humanitaires négocient avec l'État l'ouverture de centaines de places d'hébergement supplémentaires mais les discussions patinent. "Les autorités ne semblent pas décidées à faire bouger les choses et à mettre ces personnes à l'abri", déplore Philippe Caro de SMW.

Les migrants, eux-aussi, commencent à s'impatienter. "On est mieux ici que sur les trottoirs de la porte de Chapelle mais ça va durer combien de temps ? On veut juste vivre dignement et construire notre vie en France", martèle Kamal*, un Soudanais d'une vingtaine d'années, assis avec des amis sur une couverture de fortune.



Parmi ces exilés, on trouve des dublinés, des déboutés, des demandeurs d'asile et des réfugiés statutaires. Crédit : InfoMigrants

La plupart de ces exilés vivent dans l'Hexagone depuis plusieurs années. Certains sont des dublinés, d'autres des déboutés du droit d'asile, d'autres encore des demandeurs d'asile et quelques-uns des réfugiés statutaires. Beaucoup sont ballotés depuis des mois ou des années entre les hébergements d'urgence de la région au gré des opérations du collectif Réquisitions et des démantèlements de camps par la police.

>> À (re)lire : [Opération "réquisition" : quand les collectifs parisiens investissent des logements vides pour héberger les migrants](#)

Et à chaque fois, l'histoire se répète, comme le raconte Kami. "J'ai plusieurs fois été envoyé dans ces hébergements mais c'est toujours temporaire. Je dois toujours retourner à la rue. Je veux juste un abri, et ne plus me soucier de la police, des rongeurs ou de la pluie", supplie le Somalien.

La pluie justement devrait faire son retour dans les prochaines heures. "Qu'est-ce qu'on va faire quand la météo va se dégrader ? Que fait l'État pour protéger ces gens ?", s'interroge Yann Manzi, fondateur d'Utopia 56 qui dort aux côtés des migrants depuis dimanche. "L'accès à l'hébergement est un droit, les autorités doivent mettre la main au portefeuille et respecter la loi", renchérit Jean-Baptiste Eyraud du DAL, bien décidé à maintenir la pression.

**Le prénom a été modifié.*